



**Société Civile
Centrale Monceau**

Rapport annuel 2008

Sommaire

Rapport du gérant	p.5
Capitaux propres.....	p.11
Bilan.....	p.12
Compte de résultat.....	p.14
Rapport du Commissaire aux Comptes	p.15
Annexes au 30 septembre 2008.....	p.17

Rue Baudry à Paris



Valmeunière à Fort-de-France



Rue du Cloître de la Barge
à Amiens



Saint-Denis de la Réunion



Rue Vasco de Gama à Paris



RAPPORT DU GÉRANT À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

La Société Civile Centrale Monceau est détenue à 44,75 % par la société d'assurance mutuelle vie Capma & Capmi, pour son régime collectif de retraite, à 49,75 % par la société civile immobilière Monceau Investissements Immobiliers - elle-même filiale à 98 % de Capma & Capmi - et par la Mutuelle Centrale de Réassurance à hauteur de 5,5 %.

Ses objectifs patrimoniaux, inchangés depuis plusieurs années, répondent donc aux besoins des associés et aux objectifs de la gestion financière des portefeuilles à l'intérieur desquels les parts de la société ont été placées.

Afin de piloter et de contrôler la stratégie de la société, sa gouvernance s'appuie sur :

- le rapport de gestion produit annuellement par le gérant à l'Assemblée générale des associés, d'une part,
- un organe consultatif appelé « comité immobilier », composé de représentants désignés par les sociétés porteuses de parts et consulté pour toutes les opérations d'acquisition et les arbitrages effectués par la société, d'autre part ; le comité immobilier s'est réuni à deux reprises entre le 1er octobre 2007 et le 30 septembre 2008.

Après deux années sans décision d'acquisition, davantage consacrées à un équilibrage du patrimoine, la société s'est à nouveau positionnée sur deux importantes opérations visant à renforcer la diversification géographique de son patrimoine sur des biens de qualité :

- Une promesse de vente a été signée le 19 décembre 2007 pour l'acquisition d'un programme de « vente en état futur d'achèvement » à Chevilly Larue (94), à proximité immédiate du Marché d'Intérêt National de Rungis ; Monceau Investissements Immobiliers et sa filiale la Société Civile Centrale Monceau vont construire deux immeubles de 6.000 à 6.500 mètres carrés environ chacun pour un budget prévisionnel global de près de 54 millions d'euros HT. La promesse doit être concrétisée avant la fin de l'année 2008 après réalisation par l'aménageur de la ZAC des infrastructures d'accès ;
- L'acquisition d'un immeuble de bureaux au 24 de la rue du Général Bertrand dans le 7ème arrondissement de Paris est également en cours, concrétisée par une promesse de vente qui devrait être suivie de la signature des actes authentiques avant la fin de l'année 2008. Cet immeuble, idéalement placé dans un quartier de Paris dont la société, comme sa société mère MII, était jusqu'à présent absente, fera l'objet d'une réhabilitation lourde, permettant d'offrir à la location une surface hors œuvre nette de 6.700 mètres carrés sur 2 étages de parkings.

Ces travaux de construction et de réhabilitation s'inscriront dans une démarche permettant d'obtenir le label « Haute Qualité Environnementale » qui constitue désormais une référence pour les réalisations nouvelles de qualité.

Ces acquisitions qui laissent présager de taux de rendement de qualité ont été étudiées dans un contexte de marché de l'immobilier encore tendu et actif, caractérisé par une demande d'immeubles supérieure à l'offre, en particulier en raison de la présence d'investisseurs étrangers se contentant d'une rentabilité immédiate faible. Cette situation a évolué dans le courant de l'exercice 2008, laissant vraisemblablement peu de place aux opportunités de cessions au cours des prochains mois, mais pouvant ouvrir des opportunités d'investissements nouveaux sur le long terme.

Dans la logique de désengagement, visant à céder les immeubles ne s'intégrant pas dans la stratégie patrimoniale souhaitée par les associés porteurs de parts, deux biens font aujourd'hui l'objet d'une attention particulière.

La cession du local de la Cité Dillon à La Martinique, initiée lors de l'exercice précédent est en cours de réalisation, le retard pris dans la conclusion de cette opération étant imputable aux difficultés subies par l'acquéreur pour obtenir son prêt. En second lieu, l'entrepôt situé à Miramas, qui entraînait du fait de sa vacance chaque année des charges improductives tout en faisant peser des risques en termes de responsabilité, a fait l'objet d'un compromis de vente avec l'Epad Ouest Provence. Cette vente devrait être régularisée avant la fin de l'année 2008.

Les caractéristiques des différents biens acquis ou cédés, ou en voie de l'être, peuvent se résumer comme suit :



Rue de Monceau à Paris



Rue Marcadet à Paris



Rue Nortier à Neuilly-sur-Seine



Rue Madame à Paris

Détail des acquisitions :

Adresse	Ville	Surface en m ²	Ancien/Neuf
Néant			

Détail des cessions :

Adresse	Ville	Surface en m ²	% de détention
Néant			

Détail des acquisitions en cours :

Adresse	Ville	Surface en m ²	% de détention
VEFA	Chevilly Larue	6 000 m ²	100%
Achat	24, rue Général Bertrand 75007 Paris	6 500 m ²	100%

Détail des cessions en cours :

Adresse	Ville	Surface en m ²	% de détention
Cité Dillon	Fort-de-France	224 m ²	100%
Domaine de Molière	13140 Miramas	1 233 m ²	100%

Le patrimoine de la société compte donc, au 30 septembre 2008, 36 immeubles, dont 32 immeubles détenus en direct, et 4 en indivision avec MII.

Privilégiant plutôt une stratégie de valorisation à long terme par opposition à la démarche de MII qui recherche plutôt le rendement courant, ce patrimoine, qui totalise 83 185 m² (les immeubles en indivision sont intégrés à raison de 50 % de la surface réelle totale), même s'il reste géographiquement diversifié, laisse une place importante, renforcée par la politique d'investissements et de cessions de ces dernières années, aux immeubles de bureaux situés dans les principaux quartiers d'affaires parisiens. Dans le détail, il se répartit comme suit :

- 17 immeubles à Paris (dont 8 immeubles d'habitation ou mixtes), pour une surface totale de 37.845 m²,
- 5 immeubles en région parisienne, pour une surface totale de 12.620 m²,
- 14 immeubles dans les autres régions (dont 6 immeubles dans les départements d'outre-mer), pour une surface totale de 32.720 m².

L'inventaire de ce patrimoine, explicitant les principales caractéristiques des immeubles répertoriés, est repris ci-après. Il est complété par des graphiques ventilant les immeubles par localisation, d'une part sur le critère du nombre d'immeubles concernés, d'autre part sur le nombre de mètres carrés correspondants.

Liste abrégée du patrimoine de SCCM au 30 septembre 2008

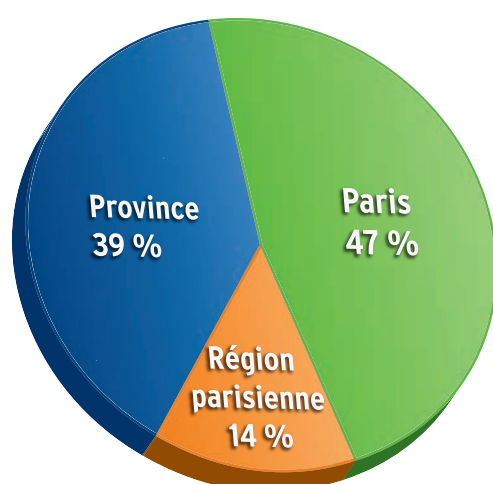
ADRESSE	VILLE	m² détenus (*)	STRUCTURE PROPRIÉTAIRE
BUREAUX : 28			
Paris : 9			
20, rue Vivienne	Paris 2 ^e	3.003 m²	SCCM
19, rue du Général Foy	Paris 8 ^e	3.195 m²	SCCM
65, rue de Monceau (**)	Paris 8 ^e	1.810 m²	SCCM
6, rue Paul Baudry	Paris 8 ^e	2.722 m²	SCCM
36, rue de Saint-Pétersbourg	Paris 8 ^e	13.705 m²	SCCM
106, rue d'Amsterdam	Paris 9 ^e	1.856 m²	SCCM
13, rue Auber (**)	Paris 9 ^e	3.327 m²	SCCM
6, rue Newton	Paris 16 ^e	888 m²	SCCM
51, bd Dumont d'Urville	Paris 16 ^e	1.457 m²	SCCM
Région parisienne : 5			
<i>Hauts de Seine - 92</i>			
85, rue Anatole France (**)	Levallois-Perret	1.997 m²	SCCM
50/54, bd Victor Hugo	Neuilly-sur-Seine	1.310 m²	SCCM
100, quartier Boieldieu - Tour Franklin	Puteaux	2.308 m²	SCCM
64, rue de Colmar	Rueil Malmaison	2.406 m²	SCCM
40, rue Pasteur	Suresnes	4.599 m²	Indivision SCCM/MII (*)
Province : 14			
<i>Bouches du Rhône - 13</i>			
Domaine de Molière	Miramas	1.233 m²	SCCM
<i>Gironde - 33</i>			
1, place Lainé	Bordeaux	3.021 m²	SCCM
<i>Loir et Cher - 41</i>			
1, avenue des Cités Unies d'Europe	Vendôme	10.088 m²	SCCM
<i>Nord - 59</i>			
2 rue Tenremonde	Lille	1.234 m²	Indivision SCCM/MII (*)
<i>Rhône - 69</i>			
100, rue Louis Guérin	Villeurbanne	9.085 m²	SCCM
3, rue des Cuirassiers	Lyon	5.430 m²	SCCM
<i>Haute Saône -70</i>			
28, rue de l'aigle noir	Vesoul	891 m²	SCCM
<i>Somme - 80</i>			
4, rue Cloître de la Barge	Amiens	290 m²	SCCM
<i>Outre-Mer</i>			
10, rue Léopold Helder	Cayenne	321 m²	SCCM
Cité Dillon	Fort de France	224 m²	SCCM
Centre d'Affaires Valmenière	Fort de France	150 m²	SCCM
Le Galéria	Le Lamentin	83 m²	SCCM
Legitimus 3	Pointe à Pitre	257 m²	SCCM
Cie des Indes	Saint-Denis de la Réunion	413 m²	SCCM

ADRESSE	VILLE	m ² détenus (*)	STRUCTURE PROPRIÉTAIRE
HABITATION : 8			
Paris : 8			
38, rue Madame	Paris 6 ^e	1.188 m ²	SCCM
79, rue de Rennes	Paris 6 ^e	1.021 m ²	SCCM
47, rue de Rome	Paris 8 ^e	1.504 m ²	SCCM
10, rue du Laos	Paris 15 ^e	790 m ²	Indivision SCCM/MII (*)
43/47, rue de Vasco Gama	Paris 15 ^e	104 m ²	SCCM
16/18, rue Gaston Cavaillat	Paris 15 ^e	80 m ²	SCCM
52, Avenue Kléber	Paris 16 ^e	850 m ²	Indivision SCCM/MII (*)
144/152, rue de Marcadet	Paris 18 ^e	345 m ²	SCCM
Région Parisienne : (0)			
Province : (0)			

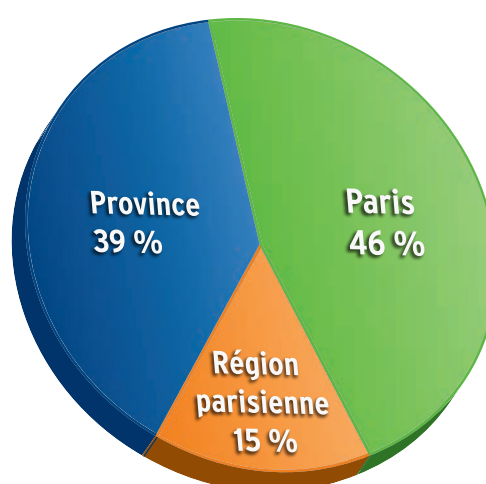
(*) 4 immeubles en indivision pour lesquels la surface est décomptée pour moitié.

(**) immeubles mixtes dont la part d'occupation professionnelle est supérieure à 70%

Répartition géographique des immeubles SCCM
par nombre de sites



Répartition géographique des immeubles MII
en nombre de mètres carrés



Résultat de la politique menée depuis plus de quinze années, qui privilégie le domaine libre contractuel de préférence au secteur administré, en droit ou dans les faits, les immeubles de bureaux, ou à dominante de bureaux, constituent l'essentiel du patrimoine détenu par la société, avec 93 % de la surface et 92 % de la valeur vénale estimée ; cette caractéristique sera encore renforcée lorsque les 4 opérations en cours auront été réalisées (cf. supra) :

	Surface pondérée en m ²	%	Valeur estimée en millions d'euros	%	Valeur nette comptable en millions d'euros
Bureaux	77 303	92,9 %	328,0 M€	91,4 %	158,2 M€
Habitation	5 882	7,1 %	30,8 M€	8,6 %	5,4 M€
Total	83 185	100 %	358,8 M€	100 %	163,6 M€

Le taux d'occupation s'est légèrement amélioré pour atteindre un taux supérieur à 91 % au 30 septembre 2008 et ce, malgré la vacance de l'immeuble de Neuilly en cours de réhabilitation. L'ensemble immobilier de Vendôme, construit en partie pour les besoins propres des adhérents de Monceau Assurances et en toute connaissance de cause en ce qui concerne la faiblesse de la demande locale de bureaux, est occupé à 75 %, en très légère amélioration par rapport au 30 septembre 2007 (73 %). L'immeuble de la rue Newton a été loué avec un loyer en forte augmentation (+26 %) après une opération lourde de remise en état pour offrir un produit adapté à la demande du marché conduisant au reste à une valorisation de ce bien. Par ailleurs, l'arrivée à son terme du bail de l'hôtel particulier de la rue Dumont d'Urville a permis d'obtenir du locataire en place une révision à la hausse des conditions d'occupation.

Les **produits locatifs** enregistrés au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2008 s'élèvent à **25.157 k€** contre 23.738 k€ au cours de l'exercice clos le 30 septembre 2007, soit une augmentation brute de **6 %**. Il convient de rappeler ici que sont intégrées aux revenus des immeubles les parts de charges refacturées aux locataires, pour un montant de 4.796 k€, soit 19,1 % des produits locatifs.

Les **loyers émis** progressent quant à eux de **9 %** sous l'effet conjoint des entrées et sorties de parc (cf. supra), de la hausse des loyers par application des indices INSEE du coût de la construction, et de l'amélioration des loyers enregistrés lors des renouvellements de baux ou changements de locataires.

Parce que la société avait procédé à des travaux importants les années précédentes, travaux et entretiens courants ont cette année été plus limités ; les **charges d'exploitation** s'élèvent pour le dernier exercice à **12.158 k€** contre 12.833 k€ pour l'exercice précédent, soit une baisse de 5,3 %.

Croissance des produits locatifs et baisse des charges courantes concourent ainsi à la hausse du **résultat d'exploitation** de 19,9 %, à **13.073 k€**.

Au cours de l'exercice, la gestion des flux de trésorerie de la Sci a généré des produits financiers de près de 400 k€ euros supérieurs à ceux de l'exercice précédent ; à l'inverse, malgré la gestion très prudente des valeurs mobilières de placements, la société a dû constituer 203 k€ de provisions pour dépréciation, conséquences des perturbations que connaissent les marchés financiers. Le résultat financier reste positif et en croissance de 58,9 %, à 521 k€.

Enfin, sous l'effet de la révision en baisse, à 2.533 k€ contre 2.912 k€ au 30 septembre 2007, de la provision pour dépréciation de l'immeuble de Vendôme (l'exercice précédent avait déjà permis de réduire cette provision de 1.707 k€), les éléments exceptionnels contribuent aux résultats à hauteur de 349 k€, soit un niveau en-deçà de celui qui avait bonifié l'exercice précédent.

En conséquence, le **résultat de l'exercice** est essentiellement constitué des éléments d'exploitation courante, à **13.944 k€**, en baisse de 32,9 % sur celui de 2007. Il représente **7 % des capitaux propres**, contre 11,1 % au 30 septembre 2007, plus proche des niveaux des exercices antérieurs (7,8 % au 30 septembre 2006).

Le patrimoine de la société a été valorisé, immeuble par immeuble, au cours du 2^{ème} trimestre 2008, soit par expertise dans le cadre du plan quinquennal prévu par la réglementation propre aux entreprises d'assurance, soit par actualisation. L'ensemble de ces travaux a été réalisé, comme chaque année depuis 1997, par le cabinet d'expertise indépendant CBRE Richard Ellis Valuation. La valeur globale du patrimoine a atteint, au 30 septembre 2008, **358.754 k€**, hors droits. La **valeur nette comptable** s'élevant quant à elle à **163.597 k€**, il en ressort une **plus-value latente** de **195.157 k€**, prise

en compte pour le calcul de la valeur de la part de la société à la clôture.

Conformément à la décision prise par l'Assemblée générale de décembre 2007, la société a distribué un **dividende de 20.750.000 euros**, soit le montant déjà versé sous forme d'acompte, réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent. Elle a également versé, en septembre 2008, en prévision du résultat de l'exercice, et sur demande des associés, un **acompte sur dividende de 12.052 k€**.

Enfin, la société a décidé d'augmenter son capital de 20 millions d'euros, permettant ainsi d'accueillir un **nouvel associé**, la **Mutuelle Centrale de Réassurance**. Cette opération a été effectivement réalisée sur la base de la valeur de part arrêtée par l'Assemblée générale de décembre 2007, immédiatement donc postérieurement à cette Assemblée : elle apparaît ainsi dans les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2008. La Mutuelle Centrale de Réassurance est **membre adhérent de Monceau Assurances**.

La structure du capital social au 30 septembre 2008 se répartit désormais en 6 770 542 parts, détenues par :

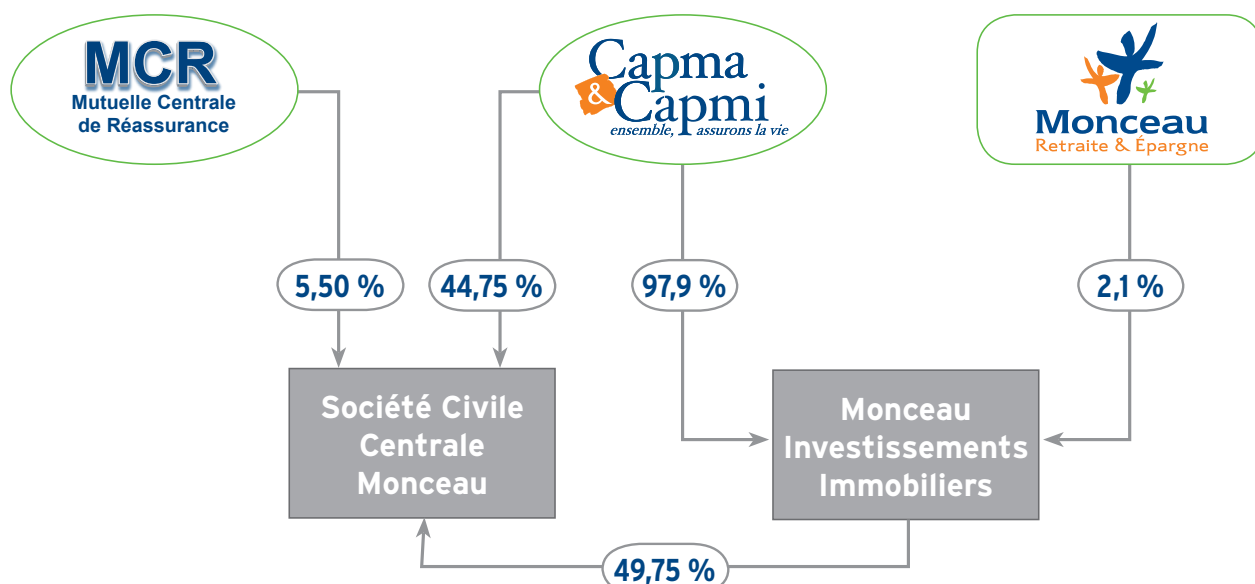
- Capma & Capmi à hauteur de 44,75 %, soit 3.029.321 parts d'intérêt,

- Monceau Investissements Immobiliers à hauteur de 49,75 %, soit 3.368.607 parts d'intérêt,
- Mutuelle Centrale de Réassurance à hauteur de 5,50 %, soit 372.614 parts d'intérêt.

La valeur de la part de la société, confirmée par les travaux d'évaluation conduits par le cabinet FIDUS, intervenant après agrément par l'Autorité de Contrôle des Assurances et des Mutuelles conformément aux dispositions du Code des assurances, s'élève à 56,737 euros avant distribution de dividendes. Cette évaluation prend en compte les plus-values latentes sur le patrimoine immobilier et les titres détenus au 30 septembre 2008.

Si l'Assemblée générale ordinaire ratifie la proposition de distribuer un dividende de 12.051.565 euros, soit le montant distribué avant la clôture de l'exercice sous forme d'acompte, la valeur de la part sera fixée à 56,737 euros à compter du 1er octobre 2008.

Au terme de ce rapport, et avant de laisser la parole au Commissaire aux Comptes et de passer au vote des résolutions, nous tenons à exprimer notre reconnaissance à l'ensemble des collaborateurs qui contribuent à l'exploitation de la société. Qu'ils soient ici remerciés pour leur travail et le temps qu'ils auront consacré à l'entreprise, lui permettant d'afficher les résultats de qualité que nous vous avons présentés.



Capitaux propres

Exercice clos le 30 septembre 2008

Capital social	101 558 130
Primes d'émission, fusion, apports	85 063 118
Report à nouveau	21 134
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	13 943 661
Acompte sur dividende	-12 051 565
	188 534 479
Provisions à caractère de réserves	-
Ecart d'évaluation Immobilisations	195 157 436
Ecart d'évaluation Immobilisations Financières	Néant
Ecart d'évaluation V.M.P	449 881
	384 141 796

Dividende	12 051 565
Acompte sur dividende versé	-12 051 565
Capitaux propres réévalués après distribution	384 141 796
Nombre de parts	6 770 542
Valorisation de la part au 01/10/2008 (après affectation du résultat)	56,737
Valorisation de la part au 01/10/2007 (après affectation du résultat)	53,675
Rendement	9,02 %

Bilan de l'exercice clos le 30 septembre 2008

1 ACTIF

Monnaie : Euros

	30/09/2008			30/09/2007
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISÉ				
Immobilisations incorporelles				
Autres immobilisations incorporelles	-	-	-	-
Immobilisations incorporelles en cours	-	-	-	-
Sous-total	-	-	-	-
Immobilisations corporelles				
Terrains et constructions	231 014 296	67 417 728	163 596 568	166 677 535
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
Immobilisations corporelles en cours	3 507 563	-	3 507 563	232 530
Sous-total	234 521 858	67 417 728	167 104 130	166 910 066
Immobilisations financières				
Participations	5 336	-	5 336	-8 485
Autres titres immobilisés	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	120 993	785	120 208	134 583
Sous-total	126 329	785	125 544	126 098
Total actif immobilisé	234 648 187	67 418 513	167 229 674	167 036 163
ACTIF CIRCULANT				
Créances				
Clients et comptes rattachés	1 778 087	244 925	1 533 163	1 102 038
Acomptes fournisseurs	7 914	-	7 914	-
État	292 542	-	292 542	191 986
Autres créances	728 086	-	728 086	338 342
Sous-total	2 806 629	244 925	2 561 704	1 632 365
Valeurs mobilières de placement				
Actions propres	-	-	-	-
Autres titres	-	-	-	-
Instruments de trésorerie	23 681 699	202 960	23 478 739	-
Sous-total	23 681 699	202 960	23 478 739	-
Disponibilités	2 809 070	-	2 809 070	24 099 817
Total actif circulant	29 297 398	447 885	28 849 513	25 732 182
COMPTES DE RÉGULARISATION ACTIF				
Charges constatées d'avance	-	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL	263 945 585	67 866 398	196 079 187	192 768 346

Monnaie : Euros

30/09/2008	30/09/2007
Net	Net

CAPITAUX PROPRES :		
Capital social	101 558 130	95 968 920
Primes d'émission, fusion, apports	85 063 118	70 652 272
Réserves :		
Réserve légale	-	-
Réserves réglementées	-	-
Autres réserves	-	-
Report à nouveau	21 134	1 757
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	13 943 661	20 769 377
Acomptes sur dividendes	-12 051 565	-20 750 000
Sous-total	188 534 479	166 642 326
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES :		
Provisions pour risques	179 638	164 824
Provisions pour charges	-	-
DETTES (1)		
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit (2)		
Emprunts et dettes financières		
Divers	3 729 955	3 598 571
Associés	-	20 001 579
Fournisseurs et comptes rattachés	2 032 454	1 206 888
Dettes fiscales et sociales	1 041 105	1 032 433
Autres dettes	561 555	121 725
Sous-total	7 365 070	25 961 196
COMPTES DE RÉGULARISATION PASSIF		
Charges à payer et Produits constatés d'avance	-	-

TOTAL GÉNÉRAL	196 079 187	192 768 346
----------------------	--------------------	--------------------

(1) Dont à plus d'un an

3 729 955

3 598 571

(1) Dont à moins d'un an

3 635 115

22 362 625

(2) Dont soldes créditeurs de banque

-

-

Compte de résultat

Monnaie : Euros

30/09/2008	30/09/2007
------------	------------

Produits d'exploitation		
Revenus des immeubles	25 157 084	23 737 805
Produits des activités annexes	74 827	55 514
Autres produits	-	-54 313
Chiffre d'affaires net	25 231 911	23 739 006
Charges d'exploitation		
Autres Achats et Achats Externes	6 940 543	7 156 778
Impôts Taxes et Versements Assimilés	448 261	906 256
Salaires et Traitements	50 685	128 791
Charges Sociales	-	-
Dotations aux Amortissements et provisions :		
- Sur immobilisations : dotations aux provisions	169 244	79 912
- Sur immobilisations : dotations aux amortissements	4 492 624	4 471 290
- Pour risques et charges : dotations aux provisions		
Autres Charges	57 073	90 253
Sous-total	12 158 430	12 833 280
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	13 073 481	10 905 727
Produits financiers		
Reprise de provisions sur immobilisations financières	-	-
De participations	-	-
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	863 151	464 012
Autres intérêts et produits assimilés	-	-
Sous-total	863 151	464 012
Charges financières		
Dotations aux amortissements et aux provisions	202 960	-
Charges nettes sur Valeurs mobilières de placement	138 050	102 500
Autres charges financières	993	33 586
Sous-total	342 003	136 086
RÉSULTAT FINANCIER	521 148	327 926
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS	13 594 629	11 164 786
Produits exceptionnels		
Reprise de provisions sur actifs immobilisés	380 171	4 677 919
Sur cessions d'éléments d'actif	-	10 218 991
Autres produits exceptionnels	19 055	308 234
Sous-total	399 226	15 205 144
Charges exceptionnelles		
Dotations aux amortissements et aux provisions sur actif immobilisé	38 341	2 965 364
Valeur nette comptable de l'actif immobilisé cédé	-	2 510 101
Autres charges exceptionnelles	11 852	193 955
Sous-total	50 193	5 669 420
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	349 033	9 535 725
Impôts sur les bénéfices	-	-
Total des produits	26 494 288	39 408 163
Total des charges	12 550 626	18 638 786
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	13 943 661	20 769 377

RAPPORT GÉNÉRAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 30 septembre 2008 sur :

- le contrôle des comptes annuels de la Société Civile Centrale Monceau, tels qu'ils sont joints au présent rapport,
- la justification de nos appréciations,
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Gérance. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

1/ Opinion sur les comptes annuels

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2/ Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance l'élément suivant :

- Les actifs immobiliers font l'objet d'une évaluation annuelle par des experts indépendants. Nous nous sommes assurés de la correcte application des règles de dépréciation au regard des valeurs d'expertises obtenues.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

3/ Vérifications et informations spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de la Gérance et dans les documents adressés aux associés sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Courbevoie, le 19 novembre 2008

Le commissaire aux comptes

Mazars & Guérard

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'G' followed by several horizontal strokes.

Gilles Magnan

Annexes au 30 septembre 2008

Les sommes portées dans la présente annexe sont arrondies au millier d'euros le plus proche et exprimées en milliers d'euros.

1 Faits marquants de l'exercice

La Société Civile Centrale Monceau est détenue à 44,75 % par la société d'assurance mutuelle vie Capma & Capmi, pour son régime collectif de retraite, à 49,75 % par la société civile immobilière Monceau Investissements Immobiliers - elle-même filiale à 98 % de Capma & Capmi - et par la Mutuelle Centrale de Réassurance à hauteur de 5,5 %.

Ses objectifs patrimoniaux, inchangés depuis plusieurs années, répondent donc aux besoins des associés et aux objectifs de la gestion financière des portefeuilles à l'intérieur desquels les parts de la société ont été placées.

Afin de piloter et de contrôler la stratégie de la société, sa gouvernance s'appuie sur :

- le rapport de gestion produit annuellement par le gérant à l'Assemblée générale des associés, d'une part,
- un organe consultatif appelé « comité immobilier », composé de représentants désignés par les sociétés porteuses de parts et consulté pour toutes les opérations d'acquisition et les arbitrages effectués par la société, d'autre part ; le comité immobilier s'est réuni à deux reprises entre le 1^{er} octobre 2007 et le 30 septembre 2008.

Après deux années sans décision d'acquisition, davantage consacrées à un équilibrage du patrimoine, la société s'est à nouveau positionnée sur deux importantes opérations visant à renforcer la diversification géographique de son patrimoine sur des biens de qualité :

- Une promesse de vente a été signée le 19 décembre 2007 pour l'acquisition d'un programme de « vente en état futur d'achèvement » à Chevilly Larue (94), à proximité immédiate du Marché d'Intérêt National de Rungis ; Monceau Investissements Immobiliers et sa filiale la Société Civile Centrale Monceau vont construire deux immeubles de 6.000 à 6.500 mètres carrés environ chacun pour un budget prévisionnel global de près de 54 millions d'euros HT. La promesse doit être concrétisée avant la fin de l'année 2008 après réalisation par l'aménageur de la ZAC des infrastructures d'accès ;
- L'acquisition d'un immeuble de bureaux au 24 de la rue du Général Bertrand dans le 7^{ème} arrondissement de Paris est également en cours, concrétisée par une promesse de vente qui devrait être suivie de la signature des actes authentiques avant la fin de l'année 2008. Cet immeuble, idéalement placé dans un quartier de Paris dont la société, comme sa société mère MII, était jusqu'à présent absente, fera l'objet d'une réhabilitation lourde, permettant d'offrir à la location une surface hors œuvre nette de 6.700 mètres carrés sur 2 étages de parkings.

Ces travaux de construction et de réhabilitation s'inscriront dans une démarche permettant d'obtenir le label « Haute Qualité Environnementale » qui constitue désormais une référence pour les réalisations nouvelles de qualité.

Ces acquisitions qui laissent présager de taux de rendement de qualité ont été étudiées dans un contexte de marché de l'immobilier encore tendu et actif, caractérisé par une demande d'immeubles supérieure à l'offre, en particulier en raison de la présence d'investisseurs étrangers se contentant d'une rentabilité immédiate faible. Cette situation a évolué dans le courant de l'exercice 2008, laissant vraisemblablement peu de place aux opportunités de cessions au cours des prochains mois, mais pouvant ouvrir des opportunités d'investissements nouveaux sur le long terme.

Dans la logique de désengagement, visant à céder les immeubles ne s'intégrant pas dans la stratégie patrimoniale souhaitée par les associés porteurs de parts, deux biens font aujourd'hui l'objet d'une attention particulière.

La cession du local de la Cité Dillon à La Martinique, initiée lors de l'exercice précédent est en cours de réalisation, le retard pris dans la conclusion de cette opération étant imputable aux difficultés subies par l'acquéreur pour obtenir son prêt. En second lieu, l'entrepôt situé à Miramas, qui entraînait du fait de sa vacance chaque année des charges improductives tout en faisant peser des risques en termes de responsabilité, a fait l'objet d'un compromis de vente avec l'Epad Ouest Provence. Cette vente devrait être régularisée avant la fin de l'année 2008.

Le patrimoine de la société a été valorisé, immeuble par immeuble, au cours du 2^{ème} trimestre 2008, soit par expertise dans le cadre du plan quinquennal prévu par la réglementation propre aux entreprises d'assurance,

soit par actualisation. L'ensemble de ces travaux a été réalisé, comme chaque année depuis 1997, par le cabinet d'expertise indépendant CBRE Richard Ellis Valuation. La **valeur globale** du patrimoine a atteint, au 30 septembre 2008, **358.754 k€,** hors droits. La **valeur nette comptable** s'élevant quant à elle à **163.597 k€,** il en ressort une **plus-value latente** de **195.157 k€,** prise en compte pour le calcul de la valeur de la part de la société à la clôture.

Conformément à la décision prise par l'Assemblée générale de décembre 2007, la société a distribué un **dividende de 20.750.000 euros,** soit le montant déjà versé sous forme d'acompte, réparti entre les associés proportionnellement au nombre de parts qu'ils détiennent. Elle a également versé, en septembre 2008, en prévision du résultat de l'exercice, et sur demande des associés, un acompte sur dividende de **12.052 k€.**

Enfin, la société a décidé d'augmenter son capital de 20 millions d'euros, permettant ainsi d'accueillir un **nouvel associé, la Mutuelle Centrale de Réassurance.** Cette opération a été effectivement réalisée sur la base de la valeur de part arrêtée par l'Assemblée générale de décembre 2007, immédiatement donc postérieurement à cette Assemblée : elle apparaît ainsi dans les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2008. La Mutuelle Centrale de Réassurance est **membre adhérent de Monceau Assurances.**

Associés	Versements de septembre 2008		Totaux
	Solde sur dividendes 2007	Acompte sur dividendes 2008	
Capma & Capmi	-	5 392	5 392
Monceau Investissements Immobiliers	-	5 996	5 996
MCR	-	663	663
Total	-	12 052	12 052

2 Événements postérieurs à la clôture de l'exercice

Néant.

3 Principes, règles et méthodes comptables

3.1 Introduction

Il est fait, de manière générale, application des principes comptables généraux de prudence, de non compensation, de spécialisation des exercices, de permanence des méthodes. Les comptes sont établis dans l'hypothèse d'une continuité de l'exploitation.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments portés dans les comptes annuels est celle des coûts historiques.

Les immeubles détenus sont inscrits au bilan dans une perspective de détention durable.

3.2 Informations sur le choix des méthodes utilisées

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont amorties selon la méthode par composants qui s'applique à titre obligatoire depuis le 1er octobre 2005.

Les immeubles sont classés par catégorie, en fonction de leur nature ou de leur utilisation :

- Catégorie I : Habitation et bureaux pré 1945.
- Catégorie II : Habitation et bureaux post 1945.
- Catégorie III : Entrepôts et locaux d'activité.
- Catégorie IV : Commerces.
- Catégorie V : Immeubles de grandes hauteurs.
- Catégorie VI : Mixtes.

Cette ventilation sert à déterminer les durées d'amortissement des différents composants que sont :

- Le terrain (non amortissable).
- Le « gros œuvre » (infrastructure, super structure et façades).
- Le « clos et couvert » (façades menuiserie, étanchéité et couverture).

- Les « lots techniques » (chauffage, climatisation, ascenseur, électricité, plomberie et autres).
- Le « second œuvre ».

Composant « révision »

La société n'a pas constitué de composant « révision » visant à isoler les travaux immobilisés ; comme pour l'élaboration des comptes de l'exercice précédent, ces travaux sont intégrés dans les autres composants suivant leur nature.

Amortissement des immobilisations

L'article 322-1 du plan comptable général prévoit qu'un actif amortissable est un actif dont l'utilisation par l'entité est déterminable. L'amortissement consiste donc à répartir le montant amortissable d'un actif en fonction de son utilisation.

Les durées d'utilisation des différents composants par catégories, utilisées pour le calcul des amortissements, sont celles communiquées par la Fédération Française des Sociétés d'Assurances soit :

	Catégorie : 1 Habitation et bureaux pré 1945		Catégorie : 2 Habitation et bureaux post 1945		Catégorie : 3 Entrepôts et locaux d'activité	
	Durées	Taux	Durées	Taux	Durées	Taux
Terrains	-		-		-	
Constructions "Gros œuvre"	120	0,83%	80	1,25%	30	3,33%
Constructions "Clos et couvert"	35	2,86%	30	3,33%	30	3,33%
Constructions "Lots techniques"	25	4,00%	25	4,00%	20	5,00%
Constructions "Second œuvre"	15	6,67%	15	6,67%	10	10,00%
Provisions pour grosses réparations	10	10,00%	10	10,00%	10	10,00%

	Catégorie : 4 Commerces		Catégorie : 5 Immeubles de grandes hauteurs		Catégorie : 6 Mixtes	
	Durées	Taux	Durées	Taux	Durées	Taux
Terrains	-		-		-	
Constructions "Gros œuvre"	50	2,00%	70	1,43%	100	1,00%
Constructions "Clos et couvert"	30	3,33%	30	3,33%	33	3,03%
Constructions "Lots techniques"	20	5,00%	25	4,00%	25	4,00%
Constructions "Second œuvre"	15	6,67%	15	6,67%	15	6,67%
Provisions pour grosses réparations	10	10,00%	10	10,00%	10	10,00%

Dès la première utilisation des amortissements par composants la Société Civile Centrale Monceau a retenu la méthode de réallocation des valeurs comptables.

Cessions d'immobilisations

Le montant de la valeur brute de l'immobilisation, diminué des amortissements, est comptabilisé au débit du compte « Valeurs comptables nettes des éléments d'actif cédés ». Les éventuelles provisions pour dépréciations, devenues sans objet, sont rapportées au résultat, elles constituent une « Reprise sur dépréciations » comptabilisée au crédit du compte « Reprise sur amortissements et provisions ». Le prix de vente est quant à lui comptabilisé au crédit du compte « Produits sur cessions d'immobilisations ».

Valorisation du patrimoine

La Société Civile Centrale Monceau fait procéder annuellement à l'estimation de l'ensemble de son patrimoine immobilier par des experts indépendants. La valeur d'inventaire des immeubles et des terrains ainsi retenue est comparée à la valeur nette comptable des actifs concernés.

Les moins-values latentes font l'objet d'une provision pour dépréciation.

Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, en respect du principe de prudence. Elles sont néanmoins prises en compte pour le calcul de la valeur de la part.

Immobilisations financières

Les titres de participation sont enregistrés à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable. La valeur d'inventaire correspond à l'évaluation de la participation sur la base de la dernière valeur de part connue.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision est constituée en cas de soupçon de créance irrécouvrable.

Valeurs mobilières de placement

La valeur d'inventaire des titres cotés est égale au dernier cours connu de l'exercice. Lorsque leur valeur d'inventaire à la date de clôture est inférieure à la valeur comptabilisée, une provision pour dépréciation est constituée pour la différence.

Provisions pour risques et charges

La société constate une provision pour risques et charges dès lors qu'elle a une obligation à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaire à l'extinction de l'obligation.

4 Informations sur les postes du bilan

4.1 Actif

4.1.1 Immobilisations corporelles

Montants bruts

Libellés	Solde au 30/09/2007	Acquisitions	Cessions	Solde au 30/09/2008
Terrains bâtis				
Catégorie 1	27 770	-	-	27 770
Catégorie 2	10 964	-	-	10 964
Catégorie 3	15	-	-	15
Catégorie 4	-	-	-	-
Catégorie 5	370	-	-	370
Catégorie 6	15 156	-	-	15 156
Gros œuvre	-	-	-	-
Catégorie 1	39 255	-	-	39 255
Catégorie 2	24 018	-	-	24 018
Catégorie 3	181	-	-	181
Catégorie 4	-	-	-	-
Catégorie 5	728	-	-	728
Catégorie 6	29 206	-	-	29 206
Clos & couvert	-	-	-	-
Catégorie 1	12 041	44	-	12 085
Catégorie 2	9 376	-	-	9 376
Catégorie 3	46	-	-	46
Catégorie 4	-	-	-	-
Catégorie 5	299	-	-	299
Catégorie 6	9 762	-	-	9 762
Lots techniques	-	-	-	-
Catégorie 1	10 232	656	-	10 888
Catégorie 2	9 481	32	-	9 512
Catégorie 3	15	-	-	15
Catégorie 4	-	-	-	-
Catégorie 5	709	-	-	709
Catégorie 6	10 179	12	-	10 191
Second œuvre	-	-	-	-
Catégorie 1	7 006	327	-	7 332
Catégorie 2	7 339	-	-	7 339
Catégorie 3	13	-	-	13
Catégorie 4	-	-	-	-
Catégorie 5	131	-	-	131
Catégorie 6	5 654	-	-	5 654
Immobilisations en cours	233	3 508	233	3 508
Total	230 176	4 578	233	234 522
Terrains	54 275	-	-	54 275
Gros œuvre	93 387	-	-	93 387
Clos & couverts	31 523	44	-	31 567
Lots techniques	30 616	700	-	31 316
Second œuvre	20 142	327	-	20 469
Immobilisations en cours	233	3 508	233	3 508
Totaux	230 176	4 578	233	234 522

Montants des amortissements

Libellés	Solde au 30/09/2007	Dotations	Reprises	Solde au 30/09/2008
Gros œuvre				
Catégorie 1	7 027	284	-	7 311
Catégorie 2	6 827	227	-	7 054
Catégorie 3	111	4	-	115
Catégorie 4	-	-	-	-
Catégorie 5	510	6	-	515
Catégorie 6	13 693	196	-	13 889
Clos & couvert				
Catégorie 1	2 917	337	-	3 254
Catégorie 2	3 228	329	-	3 557
Catégorie 3	28	1	-	29
Catégorie 4	-	-	-	-
Catégorie 5	225	10	-	236
Catégorie 6	5 141	303	-	5 443
Lots techniques	-	-	-	-
Catégorie 1	2 627	476	-	3 103
Catégorie 2	3 496	486	-	3 981
Catégorie 3	9	0	-	10
Catégorie 4	-	-	-	-
Catégorie 5	542	28	-	570
Catégorie 6	5 598	399	-	5 996
Second œuvre				
Catégorie 1	2 064	524	-	2 588
Catégorie 2	2 826	493	-	3 318
Catégorie 3	9	1	-	9
Catégorie 4	-	-	-	-
Catégorie 5	106	8	-	114
Catégorie 6	3 319	380	-	3 700
Total	60 301	4 493	-	64 794

Terrains	-	-	-	-
Gros œuvre	28 168	717	-	28 885
Clos & couverts	11 539	980	-	12 519
Lots techniques	12 271	1 389	-	13 660
Second œuvre	8 323	1 406	-	9 730
Totaux	60 301	4 493	-	64 794

Montants des provisions

Les dotations et reprises des provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé sont enregistrées en résultat exceptionnel.

Libellés	Solde au 30/09/2007	Dotations	Reprises	Solde au 30/09/2008
Catégorie 1	-	-	-	-
Catégorie 2	2 913	-	380	2 533
Catégorie 3	53	38	-	91
Catégorie 4	-	-	-	-
Catégorie 5	-	-	-	-
Catégorie 6	-	-	-	-
Total	2 965	38	380	2 624

4.1.2 Immobilisations financières

Libellés	Solde au 30/09/2007	Acquisitions	Cessions	Solde au 30/09/2008
Parts de la SCI Vincennes	5	-	-	5
Parts de la SCI Le G	1	-	-	1
Fonds de roulement versés	135	-	15	120
Totaux	141	-	15	126

4.1.3 Créances

Rubriques & postes	Montants	Échéances	
		à 1 an au plus	à plus d' 1 an
Clients et comptes rattachés	1 778	1 778	-
Fournisseurs débiteurs	8	8	-
Créances Fiscales	293	293	-
Autres créances	728	728	-
Total	2 807	2 807	-

Pour 2006 et 2007, la reddition des charges aux locataires a été effectuée tardivement, et n'était pas payée à la clôture, augmentant ainsi significativement le montant des soldes débiteurs, à 494 k€ au 30 septembre 2008. Au poste « clients et comptes rattachés » sont également incluses les provisions de charges récupérables pour 549 k€ et les locataires douteux pour 268 k€ ; ces derniers ont été provisionnés à hauteur de 245 k€.

Les créances fiscales incluent 93 k€ de crédit de TVA.

Les autres créances se composent principalement du compte courant de gestion de la société Richardière pour un montant de 623 k€, d'un compte de produits à recevoir relatif à l'estimation des plus-values du 3ème trimestre 2008 portant sur les avoirs en banque pour 40 k€ et une somme d'environ 61 k€ concernant les provisions du Syndic retenues lors de la cession de l'immeuble de Courbevoie.

4.1.4 Disponibilités

Les disponibilités s'élèvent à 2.809 k€ au 30 septembre 2008 contre 24.100 k€ au 30 septembre 2007, dont une avance en compte-courant de 20.000 k€ versée en 2007 par la Mutuelle Centrale de Réassurance en prévision de sa souscription à l'augmentation de capital de Sccm devenue effective au cours de l'exercice 2007/2008.

4.2 Passif

4.2.1 Capitaux propres

Le capital est composé de 6.770.542 parts d'un nominal de 15 euros.

Libellés		Ouverture	Augmentation	Diminution	Clôture
Capma & Capmi	en k€	48 252	-	-	48 252
	en parts	3 216 821	-	187 500	3 029 321
Monceau Investissements Immobiliers	en k€	47 717	-	-	47 717
	en parts	3 181 107	187 500	-	3 368 607
Mutuelle Centrale de Réassurance	en k€		5 589	-	5 589
	en parts		372 614	-	372 614
sous total	en k€	95 969	5 589	-	101 558
	en parts	6 397 928	560 114	187 500	6 770 542
Prime d'émission	en k€	69 449	14 411	-	83 860
Réserve indisponible	en k€	1 203	-	-	1 203
Total		166 621	20 000	-	186 621

Report à nouveau (solde créditeur)

Libellés	Solde au 30/09/2007	Résultat 2007 Net d'acompte	Dividendes distribués	Solde au 30/09/2008
Report à nouveau (solde créditeur)	2	19	-	21
Total	2	19	-	21

Conformément à la décision de l'assemblée générale du 13 décembre 2007, le bénéfice de l'exercice 2007 soit 20.769 k€ a été affecté selon la répartition suivante :

a) 20.750 k€ au titre de la distribution d'un dividende, se répartissant comme suit :

- 10.433 k€ à Capma & Capmi,
- 10.317 k€ à Monceau Investissements Immobiliers

b) 19 k€ au compte report à nouveau, portant ainsi ce dernier à 21 k€.

4.2.2 Provisions pour risques et charges

Libellés	Solde au 30/09/2007	Dotations	Reprises	Solde au 30/09/2008
Provisions pour risques	165	15	-	180
Total	165	15	-	180

Les dotations et reprises de provisions pour risques et charges sont enregistrées en résultat d'exploitation.

4.2.3 Dettes

Rubriques & postes	Montants	Échéances	
		à 1 an au plus	à plus d' 1 an
Dépôts de garantie	3 730	-	3 730
Associés	-	-	-
Avances clients	490	490	-
Fournisseurs et comptes rattachés	2 032	2 032	-
Dettes fiscales et sociales	1 041	1 041	-
Autres dettes	72	72	-
Découvert, concours bancaires	-	-	-
Total	7 365	3 635	3 730

Les dettes fournisseurs représentent :

- les factures d'immobilisation pour 1.170 k€,
- les factures non parvenues sur travaux pour 560 k€,
- les factures de gestion courante à payer pour 247 k€,
- les retenues de garantie sur travaux pour 37 k€,
- les factures non parvenues sur charges 19 k€.

Les dettes fiscales sont constituées de 1.004 k€ de provision représentant les Φ de la taxe foncière 2008 et de 37 k€ de droit au bail.

5 Notes sur le compte de résultats

5.1 Achats et charges externes

Charges de fonctionnement		5 228
dont charges récupérables	5 178	
Entretiens et réparations		1 050
dont factures non parvenues sur travaux	560	
dont factures non parvenues sur travaux dans le cadre d'une procédure	-	
Honoraires et autres charges		663
Total		6 941

5.2 Produits et charges exceptionnels

Produits exceptionnels sur exercices antérieurs	18
Produits de cession de l'actif immobilisé	-
Reprise de provisions pour dépréciation des ensembles immobiliers non cédés	380
Reprise de provisions pour dépréciation des créances	
Autres produits exceptionnels divers	1
Produits exceptionnels	399
Charges exceptionnelles sur exercices antérieurs	12
Valeur nette comptable des ensembles immobiliers cédés	-
Dotation aux provisions pour dépréciation des ensembles immobiliers	38
Autres charges exceptionnelles diverses	0
Charges exceptionnelles	50

5.3 Plus et moins-values réalisées sur les ventes d'immeubles

Immeubles	Valeurs brutes	Amortissements	Valeurs nettes comptables	Prix de vente	Plus et moins-values brutes réalisées	Provisions à l'ouverture	Plus et moins-values nettes réalisées
Catégorie 1							
Néant	-	-	-	-	-	-	-
Catégorie 2							
Néant	-	-	-	-	-	-	-
Catégorie 3							
Néant	-	-	-	-	-	-	-
Catégorie 4							
Néant	-	-	-	-	-	-	-
Catégorie 5							
Néant	-	-	-	-	-	-	-
Catégorie 6							
Néant	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	-	-	-	-	-	-

6

Autres éléments d'informations

La société n'a pas d'effectif, hormis les gardiens rattachés aux immeubles suivants :

- La Bourse Maritime à Bordeaux
- Le Monceau à Villeurbanne (2 gardiens)
- rue Auber à Paris 8^e
- avenue Kléber à Paris 16^e (indivision)
- rue du Laos à Paris 15^e (indivision)
- rue de Monceau à Paris 8^e
- rue de Rennes à Paris 6^e
- rue de Rome à Paris 8^e.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DU 4 DÉCEMBRE 2008

RÉSOLUTIONS

PREMIÈRE RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu le rapport du gérant ainsi que le rapport du Commissaire aux Comptes, approuve les comptes, le bilan et le compte de résultat de l'exercice clos au 30 septembre 2008, tels qu'ils lui sont présentés et donne quitus au Gérant pour sa gestion pendant l'exercice écoulé.

DEUXIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 13.943.661,42 euros, selon la répartition suivante :

a) 12.051.564,76 euros au titre de la distribution d'un dividende, se répartissant comme suit :

- 5.996.120,46 euros pour MII,
- 5.392.191,38 euros pour Capma & Capmi
- 663.252,92 euros pour la Mutuelle Centrale de Réassurance

b) 1.892.096,66 euros au compte report à nouveau

TROISIÈME RÉSOLUTION

L'Assemblée Générale constate que la valeur de la part au 30 septembre 2008 après distribution du dividende est évaluée à 56,737 euros et approuve cette évaluation.



mutuelles associées
Monceau
Assurances

1 + 1 + 1 font plus en commun

Société Civile Centrale Monceau

Société civile au capital de 95.968.920 € - R.C.S. Paris D 309 361 467

Siège social : 65, rue de Monceau - 75008 Paris

Siège administratif : 36, rue de Saint-Pétersbourg - B.P. 677 - 75367 Paris cedex 08

Tél. : 01 49 95 79 79 - Fax : 01 40 16 43 21

www.monceauassurances.com